

Comité Européen de Liaison sur les Services d'Intérêt Général European Liaison Committee on Services of General Interest

Services d'intérêt général

♦ Convention

- Lors de la session plénière des 8/9 novembre dernier, le président de la Convention sur l'avenir de l'Europe, Valéry Giscard d'Estaing, a présenté l'avant projet de traité constitutionnel. Le document propose une première partie contenant les dispositions définissant l'architecture institutionnelle, une deuxième partie portant sur les politiques et les actions de l'Union, une troisième partie avec les clauses finales et de continuité juridique. A ce stade, rien n'apparaît qui pourrait indiquer un rééquilibrage entre la politique de la concurrence et les services d'intérêt général. Le texte est consultable sur

<http://european-convention.eu.int>

- Lors de la même session, les conventionnels n'ont pas réussi à dégager un consensus sur la "gouvernance économique"; la mise en place d'un groupe de travail sur l'Europe sociale a été actée.

♦ Forum social européen

Les services d'intérêt général ont été l'un des thèmes du Forum social européen de Florence (6/10 novembre 2002) : quatre demi-journées leur ont été consacrées.

Le secrétariat du CELSIG a co-présidé la conférence "L'Europe n'est pas à vendre" et est intervenu dans les trois séminaires "Services publics et privatisations". Il a fait des propositions qui ont été reprises dans les conclusions des quatre demi-journées de travail. Ces conclusions consistent à lancer un travail des organisations présentes à Florence sur la problématique des services d'intérêt général afin d'élaborer des propositions communes. Ces propositions permettront d'intervenir dans quatre champs : la Convention ; le Livre Vert sur les services d'intérêt général (annoncé pour mars 2003) ; la directive cadre ; l'AGCS, avec la présentation définitive, en mars 2003, des demandes des membres de l'organisation mondiale du commerce (OMC) en ce qui concerne les services.

Un séminaire devrait réunir les réseaux qui ont travaillé à Florence vers la mi-janvier 2003 à Bruxelles.

Pour plus de détails, voir bulletin 117 b annexé au présent.

Accords "ciel ouvert"

♦ La Cour de justice a condamné, le 5 novembre 2002, huit États membres, Royaume Uni, Danemark, Suède, Finlande, Belgique, Luxembourg, Autriche, Allemagne (arrêts C-466/98, C-467/98, C-468/98, C-469/98, C-471/98, C-472/98, C-475/98, C-476/98), pour avoir conclu des accords bilatéraux dits "ciel ouvert" avec les États Unis.

La Cour estime que ces accords, négociés pays par pays, violent la compétence externe de la Communauté (dispositions spéciales du traité CE pour le transport : dès lors que la Communauté a instauré des règles communes, les États membres ne sont plus compétents pour s'engager avec les pays tiers si ces engagements .../..

Services of general interest

♦ Convention

- During the plenary session held on the 8th and 9th November, the president of the Convention on the future of Europe, Valéry Giscard d'Estaing presented the pilot study of the constitutional treaty. The first part of the document contains measures outlining the institutional architecture, the second part deals with policies and actions of the Union while the third part contains final clauses and those for legal continuity. Up to this stage nothing seems to suggest a rebalance between competition policy and services of general interest. The text is available at

<http://european-convention.eu.int>

- During the same session, conventioners failed to reach a consensus on "economic governance"; the setting up of a working group on social Europe was endorsed.

♦ European Social Forum

Services of general interest were one of the themes of the European Social Forum held in Florence (6/10 November 2002): four half-day sessions were devoted to them.

The CELSIG secretariat jointly presided over discussions entitled "Europe is not for sale" and participated in three workshops on "Public services and privatisations". It put forward proposals which were retained in the conclusions of the four half-days work. These conclusions mark the launching of work by different organisations present in Florence, on the question of services of general interest aimed at preparing joint proposals. These proposals will make it possible to intervene in four areas: the Convention; the Green Paper on services of general interest (to be published in March 2003); the framework directive; the GATS, with a final presentation in March 2003 of demands from members of the World Trade Organisation (WTO) on the services issues.

A workshop, bringing together all networks present in Florence is planned for mid-January 2003 in Brussels.

For details see bulletin 117b annexed to this bulletin.

"Open Sky" agreements

♦ On 5th November 2002 the Court of Justice found eight Member States; United Kingdom, Sweden, Finland, Belgium, Luxembourg, Austria, Germany (decisions C-466/98, C-467/98, C-468/98, C-469/98, C-471/98, C-472/98, C-475/98, C-476/98) at fault for concluding so called "open sky" bilateral agreements with the United States.

The Court considers that such country-to-country agreements violate the Community's external competence (special measures of the EC treaty on transports: where the Community has established common regulations, individual Member States enter into commitments with a non-member country, where such commitments .../..

affectent les règles communes et seule la Communauté est en droit d'assumer lesdits engagements. La Cour dit aussi que la clause relative à la propriété et au contrôle des compagnies aériennes (clause de nationalité), insérée dans les accords bilatéraux est contraire aux règles communautaires relatives au droit d'établissement.

♦ Suite à ces arrêts, la Commission, qui avait introduit les recours devant la Cour de justice, a demandé aux Etats membres, dans une déclaration du 20 novembre, de dénoncer les accords bilatéraux de ciel ouvert avec les Etats-Unis.

Elle précise, également, que ces arrêts ont des conséquences pour tous les accords bilatéraux existants dans le secteur aérien et estime que travailler d'une seule voix au niveau européen permettra une meilleure promotion des intérêts européens au niveau mondial.

Elargissement

Le Conseil des ministres des affaires étrangères a fixé au 1^{er} mai 2004 la date d'adhésion des dix nouveaux membres de l'Union désignés par le Conseil européen de Bruxelles : Pologne, Hongrie, République tchèque, Slovaquie, Estonie, Lituanie, Slovaquie, Malte, Chypre. La présidence danoise devrait présenter rapidement un "paquet global" sur les diverses implications de cette entrée (fin du mandat de la Commission actuelle, participation des nouveaux membres à la conférence intergouvernementale de 2004, aux élections européennes de 2004, etc.) et des effets du report de quatre mois de la date d'entrée initialement envisagée.

Travailler simultanément en 21 langues semble devoir poser problème, du fait de son coût (on parle d'un doublement du budget nécessaire) et du possible ralentissement des travaux. C'est pourquoi, si chaque citoyen de l'Union a le droit de communiquer dans sa langue avec les institutions européennes et de prendre connaissance des documents écrits dans sa langue, il est envisagé d'avoir recours à des langues pivots (français, anglais, allemand, autres ?) pour le travail de l'administration. Pour sa part, la présidence s'approprierait à proposer au Conseil européen de Copenhague que les réunions techniques soient menées sans interprétation et de faire payer ceux qui demanderaient les services d'un interprète.

Initiative : rectificatifs

Le 2 décembre prochain, à Bruxelles, le CEEP (Centre européen des entreprises à participation publique et des entreprises d'intérêt économique général), le CELSIG, les fédérations syndicales de service public adhérents à la Confédération européenne des syndicats – et non le CES - (FSESP, Fédération syndicale européenne des services publics ; EFT, Fédération européenne des transport ; CSEE, Comité syndical européen de l'éducation), et la Plate-forme des ONG sociales organisent une initiative commune sur le thème :

"Les services d'intérêt général et la Convention européenne"

Cette initiative devra déboucher sur la présentation d'un "Appel à la Convention".

Renseignements et inscriptions : celsig@globenet.org et non l'adresse figurant sur le bulletin 116.

affect the common regulations and, only the Community has the right to take up the commitments in question. The Court also said that the clause concerning the ownership and the control of airlines (nationality clause), added to the bilateral agreements is contrary to Community regulations on establishment right.

Following these decisions, the Commission, which is the origin of the actions brought before the Court of Justice, is asking, in a declaration of 20th November, Member States concerned to cancel the agreements made with the United States of America.

It further stresses that these decisions concern all existing bilateral agreements in the air transport sector and it further considers that speaking with one voice at the European level will bring about a more effective promotion of European interests at the world level.

Enlargement

The Council of Foreign Affairs Ministers has set the 1st May 2004 as the date of entry in the European Union for the ten new members designated by the European Council of Brussels: Poland, Hungary, Czech Republic, Slovakia, Estonia, Lithuania, Slovenia, Malta, Cyprus. The Danish Presidency will soon present a "global package" outlining the various implications of this entry (end of mandate of the present Commission, participation of new members to the 2004 Intergovernmental Conference and to the European elections in 2004, etc) and, also, the effect of the four month delay on the previously envisaged entry date).

Working simultaneously in 21 languages will certainly cause some problems, due to the costs involved (possibility of doubling the necessary budget) and due to the likelihood of slowing down activities. This is why, if each citizen of the Union is given the right to communicate with European Institutions and consult documents in his/her own language, there is need to identify key languages (French; English, German, others?) which are to be used in administrative work. For its part the Presidency intends to make proposal to the European Council to the effect that technical meetings would be conducted without interpretation and that those requesting interpretation services would be made to pay for them.

Initiative : rectifications

On 2nd December, in Brussels, the CEEP (European Centre of Enterprises with Public Participation and Enterprises of General Economic Interest), the CELSIG, Federations of Public Service Unions members of the European Trade Union Confederation –and not the ETUC– (EFPSU, European Federation of Public Service Unions; EFT, European Federation of Transport; ETUCE, European Trade Union Committee for Education) and the social NGOs Platform, will be holding a joint gathering on the following theme:

"Services of general interest and the European convention"

The outcome of this initiative will be the presentation of a "Call to the Convention"

Enquiries and registration to: celsig@globenet.org and not the address given in bulletin 116.

NOUVELLES-NEWS-EUROPE est édité par le Comité européen de liaison sur les Services d'intérêt général, *is published by the European Liaison Committee on Services of General Interest*, 66 rue de Rome, F - 75008 PARIS. Tel : (33-1) 40 42 50 24. Fax : (33-1) 40 42 13 78. E-mail : celsig@noos.fr. Directeurs de publication, *Publishers* : Pierre Bauby et *and* Jean-Claude Boual. Rédactrice en chef, *chief editor* : Katherine Varin. Traduction, *translation* : Jeremiah Chiumia. Diffusé exclusivement par E-mail. *Distributed by E-mail exclusively*. Abonnement 1 an : 100 €. *Subscription for 1 year: €100*. Bulletin d'abonnement sur demande. *Subscription form available on request*.